



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le mercredi 27 avril 2016 — N° 167**

*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

QUÉBEC



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Souligner les années de service du général Luis de Sousa.*
- La députée d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *20<sup>e</sup> anniversaire de RSI Propulsion.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations à l'Association Express Laval.*
- La députée d'Iberville sur le sujet suivant : *Marques Constellation.*
- Le député de Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Félicitations à Myriam Lortie, journaliste à l'Hebdo du Saint-Maurice, lauréate du prix Michelle-Roy.*
- La députée de Gouin sur le sujet suivant : *Le Rebond, ressource alternative en santé mentale.*
- Le député de Verdun sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine de la sécurité ferroviaire.*
- Le député de Groulx sur le sujet suivant : *25<sup>e</sup> anniversaire de la Semaine minière du Québec.*
- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Souligner le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Fondation du Sanctuaire Marie-Reine-des-Cœurs de Montréal.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *Souligner le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'Association de Chasse et Pêche de Contrecoeur.*

#### DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

#### PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) **Projet de loi n° 27**  
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés  
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
  
- 2) **Projet de loi n° 49**  
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
  
- 3) **Projet de loi n° 53**  
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56\*  
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme  
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

---

\* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 62  
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes  
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

- 6) Projet de loi n° 63  
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales  
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 7) Projet de loi n° 64  
Loi sur l'immatriculation des armes à feu  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique suppléant le 3 décembre 2015  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **13 avril 2016**

- 8) Projet de loi n° 72  
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles  
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 9) Projet de loi n° 79  
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42<sup>e</sup> législature  
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

---

\* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 10) Projet de loi n° 81**  
Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 24 novembre 2015  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **15 mars 2016**
- 11) Projet de loi n° 85**  
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**
- 12) Projet de loi n° 86**  
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire  
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 13) Projet de loi n° 92**  
Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **6 avril 2016**
- 14) Projet de loi n° 93**  
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de tenir compte des changements apportés à la délimitation des circonscriptions électorales conformément à l'Avis de l'établissement de la liste des circonscriptions électorales du 12 octobre 2011  
Présenté par la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **19 avril 2016**

- 15) Projet de loi n° 94**  
Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **19 avril 2016**

*Étude détaillée en commission*

- 16) Projet de loi n° 59**  
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes  
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015  
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

- 17) Projet de loi n° 70**  
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016  
Principe adopté le **10 mars 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 18) Projet de loi n° 74**  
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015  
Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015  
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques



- 19) Projet de loi n° 75**  
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 novembre 2015  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 23 février 2016  
Principe adopté le **12 avril 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 20) Projet de loi n° 76**  
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal  
Présenté par le ministre des Transports le 12 novembre 2015  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 novembre 2015  
Principe adopté le **1<sup>er</sup> décembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 21) Projet de loi n° 83**  
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 1<sup>er</sup> décembre 2015  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 8 mars 2016  
Principe adopté le **15 mars 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 22) Projet de loi n° 87**  
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016  
Principe adopté le **18 février 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 23)** Projet de loi n° 88  
Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales  
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2015  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le  
18 février 2016  
Principe adopté le **12 avril 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

- 24)** Projet de loi n° 82  
Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis  
au Cambodge de 1975 à 1979  
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion  
27 novembre 2015  
Principe adopté le 4 décembre 2015  
Rapport de la commission plénière adopté le **4 décembre 2015**

## **II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 25)** Projet de loi n° 190  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 26)** Projet de loi n° 192  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de  
protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 27)** Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non  
ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

- 28)** Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 29)** Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 30)** Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**
- 31)** Projet de loi n° 197  
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec  
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 32)** Projet de loi n° 390  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 33)** Projet de loi n° 392  
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre  
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 34)** Projet de loi n° 394  
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 35)** Projet de loi n° 395  
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux  
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 36)** Projet de loi n° 396  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

- 37) Projet de loi n° 397  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 38) Projet de loi n° 398  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale  
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 39) Projet de loi n° 399  
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 40) Projet de loi n° 490  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 41) Projet de loi n° 491  
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives  
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 42) Projet de loi n° 494  
Loi sur la protection des contribuables  
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 43) Projet de loi n° 495  
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement  
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 44) Projet de loi n° 496  
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

- 45) Projet de loi n° 497  
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention  
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 46) Projet de loi n° 498  
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur  
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 47) Projet de loi n° 590  
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général  
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 48) Projet de loi n° 591  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 49) Projet de loi n° 592  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 50) Projet de loi n° 593  
Loi visant à contrer le taxi illégal  
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 51) Projet de loi n° 594  
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 595  
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 53) Projet de loi n° 596  
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel  
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

- 54) Projet de loi n° 597  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale  
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

*Étude détaillée en commission*

- 55) Projet de loi n° 492  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés  
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015  
Principe adopté le 4 juin 2015  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **23 septembre 2015**

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 56) Projet de loi n° 204  
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel  
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 57) Projet de loi n° 209  
Loi concernant la Ville de Mascouche  
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 58) Projet de loi n° 211  
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins  
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 59) Projet de loi n° 212  
Loi concernant la Ville de Saguenay  
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

**60)** Projet de loi n° 214  
Loi concernant la Ville de Drummondville  
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

**61)** Projet de loi n° 215  
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel  
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

#### **IV. Motions du gouvernement**

**62)** 16 février 2016  
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Corée, signée à Québec le 24 novembre 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 26 février 2016.

#### **V. Crédits budgétaires**

**63)** Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2017 déposés par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 17 mars 2016 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **22 mars 2016**.

#### **VI. Débats statutaires**

## **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

**64)** 26 avril 2016

Motion du chef du deuxième groupe d'opposition :

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse l'importance de lutter contre le décrochage scolaire, notamment par des interventions visant à dépister et à prévenir des retards d'apprentissage auprès des enfants d'âge préscolaire;

QU'elle demande au gouvernement de développer sur 5 ans un système universel, mais non obligatoire, de prématernelle pour tous les enfants de 4 ans à partir de 2017.

Partie 3

### **PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Partie 4

### **TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

**[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)**



## COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

### **Mandat réglementaire**

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle ».
- Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes ».
- Audition en suivi du chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.

## COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

## COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 83**, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (mandat confié le 15 mars 2016).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés (mandat confié le 4 juin 2015).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).
- **Projet de loi n° 75**, Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 12 avril 2016).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).
- **Projet de loi n° 88**, Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales (mandat confié le 12 avril 2016).

### **Mandat d'initiative**

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

### COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat d'initiative**

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

### COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 14 avril 2016).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

### **Mandat d'initiative**

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 1<sup>er</sup> décembre 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

## Partie 5

### **QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

148) M. Lisée (Rosemont) – **11 février 2016**  
À la ministre responsable du Travail

- Combien de demandes d'arbitrage ont été reçues au total, par mois, depuis 2012?
- Combien de demandes d'arbitrage reçues proviennent des RI-RTF, par mois, depuis 2012?
- Combien ont été entendues en arbitrage et quand?
- Quel est le délai moyen?
- La ministre est-elle satisfaite du délai?
- Que compte-t-elle faire pour réduire ce délai?
- Est-ce que la ministre a l'intention de nommer de nouveaux arbitres pour procéder plus rapidement aux auditions? Si oui, quel est son échéancier?
- Envisage-t-elle de fixer des délais pour que les auditions se tiennent obligatoirement à l'intérieur d'un nombre de jours raisonnable

149) Mme Lamarre (Taillon) – **16 février 2016**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Dans son rapport déposé en novembre 2015, le Vérificateur général (VG) a fait la démonstration, après analyse des ententes conclues entre le gouvernement libéral et les fédérations médicales, que des sommes supplémentaires ont été accordées aux médecins lors de la conclusion de l'entente sur l'étalement des hausses salariales. On peut lire, en page 21 du chapitre 2 du rapport, que : « [L]orsque les protocoles d'accord ont été entérinés, les sommes à étaler sur huit ans, soit 5675,6 millions de dollars (tableau 6, ligne B), ont été surévaluées de 148,5 millions par rapport aux sommes restantes à verser selon les modalités prévues dans les ententes de rémunération, soit 5527,1 millions ».

Dans ses commentaires, le ministère de la Santé et des Services sociaux mentionne que : « [a]u paragraphe 50, le Vérificateur général indique que les sommes à étaler ont été surévaluées de 148,5 millions de dollars sur la durée de l'entente. S'il y a eu réellement une erreur, le MSSS procédera à la correction de celle-ci » (page 37 du rapport du VG, chapitre 2).

- De quelle façon le gouvernement compte-t-il récupérer les 148,5 millions de dollars versés en trop aux médecins à la suite de la signature d'une entente sur l'étalement de leurs hausses salariales?
- Comment procédera-t-il à la correction de son erreur?

154) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **10 mars 2016**  
Au président du Conseil du trésor

Dans le cadre des « lundis de Manon », une journée porte ouverte mensuelle où tous les citoyens et organisations de la circonscription sont invités à venir discuter de leurs préoccupations avec leur députée, la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques a rencontré Olivia Collette, membre impliquée du Groupe d'action citoyenne du Marché Voyageur, un regroupement de citoyens engagés qui aimerait convertir l'ancienne gare d'autocars à Montréal en un marché public intermodal. Ce marché public serait un carrefour alimentaire qui regrouperait sous un même toit de l'agriculture urbaine, de l'énergie solaire, des initiatives d'insertion sociale, des entreprises qui offrent des produits du terroir et qui favorisent l'économie locale.

Considérant que le projet de transfert des employés de Revenu Québec dans l'ancienne gare d'autocars aux angles des rues de Maisonneuve et Berri est sur la glace depuis 2013 et qu'aucune orientation claire quant à l'avenir de ce lieu n'a été annoncée depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement, je demande au président du Conseil du trésor, qui est responsable de la Société québécoise des infrastructures, de répondre aux questions suivantes :

- 1) Puisque le projet des tours pour Revenu Québec est sur les tablettes et qu'aucun échéancier n'est prévu, qu'est-ce que la Société québécoise des infrastructures entend faire de l'îlot voyageur sud et de l'ancienne gare d'autocars abandonnée?
- 2) Est-ce que le gouvernement est prêt à considérer un modèle de développement immobilier bien ancré dans la communauté et mettant de l'avant les principes de développement durable pour l'îlot voyageur sud, au lieu d'un modèle à haute densité destiné aux promoteurs immobiliers privés?

155) M. Paradis (Lévis) – **10 mars 2016**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 28 avril 2015, lors de la période de questions et réponses orales, le ministre de la Santé et des Services sociaux a souligné le travail important que font les préposés aux bénéficiaires dans le réseau de santé. Je l'ai questionné sur la possibilité de rencontrer la Fédération des préposés aux bénéficiaires du Québec qui travaille depuis longtemps pour mettre sur pied une corporation professionnelle à adhésion obligatoire afin de protéger le public et bien encadrer le travail des préposés. Le ministre a rencontré les représentants de la Fédération le jour même et s'est engagé à analyser la proposition de la Fédération.

Près de 75 000 préposés aux bénéficiaires travaillent dans des conditions qui ne sont pas toujours faciles. Ils sont pratiquement les seuls professionnels du réseau de la santé qui donnent des soins et services directs aux patients et dont le travail n'est pas encadré par aucune norme. D'ailleurs, il s'agit d'une recommandation écrite noir sur blanc dans un rapport d'un coroner.



Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, le ministre peut-il répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Où en sont les travaux du MSSS sur le projet d'une corporation professionnelle des préposés aux bénéficiaires et quand le ministre entend-il y donner suite?
- b) Y a-t-il des budgets prévus pour réaliser ce projet et si oui, peut-il nous en donner la ventilation?

156) M. Paradis (Lévis) – **15 mars 2016**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 23 février 2016, lors de la période de questions et réponses orales, le ministre de la Santé et des Services sociaux a déclaré qu'une circulaire sur les tarifs de stationnement dans les établissements du réseau de la santé est actuellement en révision et que de manière informelle, le réseau de la santé a été avisé d'adapter les choses à la situation des patients.

Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, le ministre peut-il répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Quelles sont les directives déjà envoyées de manière informelle au réseau de la santé?
- b) Quels sont les nouveaux principes derrière la prochaine révision des tarifs de stationnement?

168) M. Roberge (Chambly) – **16 mars 2016**  
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

La première semaine dite «de relâche» au Québec a eu lieu en 1979, à l'instigation du commissaire scolaire Fernand Paradis, qui avait calculé que le taux d'absentéisme était plus élevé à la fin février. S'inspirant du congé scolaire en France, il retranscha alors une semaine aux vacances de Noël pour les déplacer en mars. Au fil du temps, cette pratique a été reprise dans toutes les commissions scolaires du Québec.

Ce congé favorise non seulement le rapprochement familial entre les parents et les élèves, il permet aussi aux enseignants, au personnel de soutien ainsi qu'à tous les intervenants du milieu de l'éducation de se ressourcer avant d'entreprendre la dernière étape de l'année scolaire.

Il est également bénéfique pour plusieurs industries saisonnières telles que les centres de ski, les bases de plein air hivernales et autres commerces saisonniers, qui accueillent un plus grand nombre de visiteurs, ce qui favorise l'économie québécoise et, par le fait même, les emplois dans les régions.

Or, à la suite d'un conflit entre le syndicat des enseignants et la commission scolaire des Hautes-Rivières, la semaine de relâche a été retranchée du calendrier scolaire 2015-2016 de cette commission scolaire. Cette décision a eu des impacts indésirables et malheureux, notamment une hausse marquée du taux d'absentéisme au cours de cette semaine.

Le ministre a-t-il été informé de cette situation fâcheuse et qu'entend-il faire pour remédier à la situation? A-t-il évalué la possibilité de modifier la Loi sur l'instruction publique pour rendre cette semaine obligatoire dans le calendrier scolaire de toutes les commissions scolaires?

169) M. Turcotte (Saint-Jean) – **17 mars 2016**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 18 août dernier, l'annulation des travaux d'agrandissement aux laboratoires de l'Hôpital du Haut-Richelieu a créé de la confusion et de l'incompréhension chez mes concitoyens. Depuis cette décision, je vous ai personnellement sensibilisé à ce sujet; j'ai déposé une question écrite au feuillet de l'Assemblée nationale, le 15 septembre 2015; je suis intervenu lors de la période de questions et de réponses orales, le 12 novembre 2015; et j'ai déposé la pétition Situation des laboratoires de l'Hôpital du Haut-Richelieu et projet Optilab, signée par près de 4000 personnes, le 10 février dernier. Force est de constater qu'aucune de mes interventions ni de mes questions de même qu'aucune des actions de ma communauté n'ont eu de réponse satisfaisante. Prenant acte de votre dernière réponse au sujet de cette pétition et malgré le fait que je ne partage pas votre opinion sur le transfert d'une bonne partie de notre laboratoire à l'Hôpital Charles-Le Moyne, j'aimerais savoir :

- Comment procéderez-vous pour appliquer les recommandations prévues par l'étude de faisabilité réalisée par votre ministère?
- Avons-nous l'assurance que la qualité des soins va s'améliorer?

- Est-ce qu'actuellement, comme il est prévu dans le projet du ministère, le laboratoire de l'Hôpital Charles-Le Moyne a la capacité d'absorber à lui seul 70 % des échantillons de l'Hôpital du Haut-Richelieu et les trois quarts des échantillons présentement analysés par les laboratoires de tous les autres hôpitaux de la Montérégie?
- Pourquoi ne pas partager les tâches du futur centre serveur Optilab entre l'Hôpital Charles-Le Moyne et l'Hôpital du Haut-Richelieu, étant donné que les deux hôpitaux font désormais partie du même CISSS?
- Quelle sera la vocation des locaux laissés vacants (soit plus de 85 % de la superficie aménagée) à l'Hôpital du Haut-Richelieu?
- Quels sont les coûts associés à l'annulation du projet d'agrandissement des laboratoires, si l'on tient compte des sommes investies pour les études, les plans, les travaux, la déconstruction, les pénalités, etc.?
- Quelles seront les sommes à investir pour créer l'interface informatique nécessaire à la réalisation du projet Optilab?
- Comment va s'organiser le transport des spécimens vers les laboratoires de l'Hôpital Charles-Le Moyne, et quels seront les coûts liés au transport?

171) M. Paradis (Lévis) – **24 mars 2016**  
 Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 23 février 2016, lors de la période de questions et réponses orales, le ministre de la Santé et des Services sociaux a déclaré que la directive sur les tarifs de stationnement dans les établissements du réseau de la santé est actuellement en révision.

Le 22 mars 2016, lors de l'étude des crédits provisoires, le ministre a affirmé qu'une nouvelle directive serait envoyée aux établissements en avril prochain.

Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, le ministre peut-il indiquer quels sont les nouveaux principes derrière la prochaine révision des tarifs de stationnement?

172) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **7 avril 2016**  
Au premier ministre

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants relatifs à la participation du premier ministre à la mission à Washington DC, aux États-Unis, en février 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
4. Le programme complet de la mission pour le premier ministre, y compris l'itinéraire et les modes de transport utilisés;
5. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
6. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre, la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans des investissements de part et d'autre, des impacts et des retombées escomptés au Québec, en matière d'emploi, notamment, etc.);
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées pour le Québec;
8. L'évaluation des retombées pour les territoires visités.

173) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **7 avril 2016**  
À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants relatifs à la participation de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à la mission en Côte d'Ivoire et au Sénégal, en février et en mars 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant la ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre, y compris l'itinéraire et les modes de transport utilisés;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;

5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre, la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans des investissements de part et d'autre, des impacts et des retombées escomptés au Québec, en matière d'emploi, notamment, etc.);
6. La liste des annonces officielles avec le détail de leurs retombées pour le Québec;
7. L'évaluation des retombées pour les territoires visités.

174) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **7 avril 2016**  
À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants relatifs à la participation de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à la mission en Californie en février 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant la ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre, y compris l'itinéraire et les modes de transport utilisés;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre, la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans des investissements de part et d'autre, des impacts et des retombées escomptés au Québec, en matière d'emploi, notamment, etc.);
6. La liste des annonces officielles avec leurs retombées pour le Québec;
7. L'évaluation des retombées pour les territoires visités.

175) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **7 avril 2016**  
À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants relatifs à la participation de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à la mission en Chine en mars 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant la ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre, y compris l'itinéraire et les modes de transport utilisés;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre, la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans des investissements de part et d'autre, des impacts et des retombées escomptés au Québec, en matière d'emploi, notamment, etc.);
6. La liste des annonces officielles avec leurs retombées pour le Québec;
7. L'évaluation des retombées pour les territoires visités.

176) M. Turcotte (Saint-Jean) – **7 avril 2016**  
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Construit en 1915 dans le Vieux-Saint-Jean, le pont Gouin a été décrété pont à caractère stratégique par votre ministère le 25 mai 2005. L'importance des débits de circulation, le coût de reconstruction du pont et sa disponibilité comme voie de rechange à l'autoroute 35 font de la reconstruction de cette infrastructure un enjeu majeur, voire capital, pour le Haut-Richelieu. Dans un document daté du 29 octobre 2012, la recommandation finale du comité décisionnel de la Direction des structures prévoyait le remplacement du tablier du pont avant 2015. Or, le tablier n'a toujours pas été remplacé.

J'ai interpellé votre collègue député de Marguerite-Bourgeoys, alors ministre des Transports, à plusieurs reprises sur le dossier de reconstruction du pont Gouin. En novembre 2014, un membre du personnel politique de son cabinet me confirmait par écrit que « le projet sui[vait] son cours et [que] les budgets réservés à cette fin [étaient] dans la programmation 2014-2016 », et que « le Conseil des ministres a[vait] autorisé l'élaboration du dossier d'affaires ». En décembre 2015, selon l'information rendue publique par le journal Le Canada Français, ledit dossier d'affaires n'avait toujours pas été transmis au Conseil des ministres, puisque les ententes entre la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et Parcs Canada n'avaient toujours pas été conclues. N'ayant pas eu de réponse à ma correspondance du 29 janvier dernier, portant précisément sur ce sujet, je vous réitère mes questions concernant la reconstruction du pont Gouin dans le Vieux-Saint-Jean.

- Est-ce que le pont Gouin, dans son état actuel, est considéré sécuritaire, malgré le fait qu'on n'ait toujours pas remplacé son tablier?
- Est-ce qu'il est possible de rendre publiques les dernières évaluations quant à la cote de sécurité du pont afin de rassurer la population du Haut-Richelieu?
- Est-ce qu'une entente établissant un partage des coûts et des responsabilités entre votre ministère et la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a été conclue? Si oui, comment se décline-t-elle?
- Est-ce qu'une entente de principe avec Parcs Canada, relativement à l'obtention d'un droit superficiaire pour la construction du pont au-dessus du canal de Chambly, a été conclue?
- Quand sont prévus le début et la fin des travaux?
- Pouvez-vous rendre publiques les études environnementales effectuées pour ce projet?

177) M. Gaudreault (Jonquière) – **27 avril 2016**

À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et à la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Le 18 avril dernier, le syndicat américain United Steelworkers (USW) a déposé une pétition à propos des importations d'aluminium brut, en vertu de la section 201 du Trade Act, devant l'International Trade Commission des États-Unis (ITC). L'objectif de cette pétition était d'imposer des limitations à l'importation d'aluminium brut aux États-Unis. Ces limites pouvaient prendre la forme de droits de douane, de quotas ou d'un mélange des deux. C'est le président américain qui prend la décision d'imposer ou non ces limites à l'importation, à la suite d'une recommandation de l'ITC.

Le 22 avril, à la suite de représentations gouvernementales, syndicales, industrielles et de l'opposition officielle, le syndicat USW a reconnu que de telles limitations à l'importation de l'aluminium aux États-Unis auraient pu avoir des retombées néfastes pour l'économie des régions du Québec. Il a donc retiré sa plainte.

Or, malgré le retrait de cette plainte par le syndicat USW, des représentants officiels du gouvernement américain ne se sont toujours pas prononcés sur cette démarche, pas plus qu'ils n'ont confirmé la fin du processus devant l'ITC.

La ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et ministre responsable de la Stratégie numérique ou la ministre des Relations internationales et de la Francophonie peuvent-elles indiquer aux membres de l'Assemblée nationale si des représentants officiels du gouvernement américain ont confirmé le retrait de la requête de l'USW et s'ils ont confirmé la fin de tout processus en ce sens devant leurs instances réglementaires?

178) M. Traversy (Terrebonne) – **27 avril 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Nous avons été informés d'une augmentation de 30 % des frais des analyses au laboratoire du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour les partenaires du Réseau de surveillance volontaire des lacs (RSVL). Il s'agit du nouveau tarif fixé pour les partenaires du MDDELCC : associations de riverains, organismes de bassins versants, chercheurs universitaires, etc. Pour une reprise de prélèvements d'eau, les coûts de participation au RSVL passeront de 282 \$ à 372 \$ par station pour la saison 2016, soit une augmentation de près de 100 \$.

L'internalisation des coûts de laboratoire est un coup dur pour les partenaires, puisque le réseau est basé sur le bénévolat des groupes qui y participent. Lorsque le Ministère ne chargeait pas la totalité des coûts aux partenaires, un signal leur était envoyé pour souligner la valeur de leur contribution.



Plusieurs associations de riverains et organismes de bassins versants s'inquiètent à propos du fait que cette tarification accrue mettra en péril l'échantillonnage prévu en 2016 et pour les années subséquentes. Ce coup dur se conjugue aux coupes d'environ 10 % effectuées dans le soutien à la mission des organismes de bassins versants et par l'abolition du programme de sensibilisation aux algues bleu-vert. Ces actions affaiblissent un peu plus chaque jour la protection environnementale de nos ressources en eau, mais également tous les autres usages économiques, sociaux, culturels et récréotouristiques de nos lacs.

Rappelons enfin l'entrée en vigueur, en octobre 2015, de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020, qui s'appuie sur le principe d'internalisation des coûts, lequel vise à décourager les activités nuisibles et à encourager les activités désirables pour l'environnement. Or, par l'augmentation des frais d'analyse au laboratoire du MDDELCC, on décourage une activité désirable pour la protection de nos lacs.

- Quels sont les motifs expliquant une hausse de 30 % des frais d'analyse au laboratoire du MDDELCC en 2016?
- Quelle est l'évolution de la part des coûts assumée par les partenaires au cours des 5 dernières années?
- Le MDDELCC s'est-il penché sur d'autres sources de financement que la tarification accrue des partenaires?

179) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **27 avril 2016**  
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Le Plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement prévoit 82 actions regroupées sous 3 grandes orientations. Après de nombreuses demandes auprès des ministères et organismes concernés, il apparaît difficile de faire un suivi adéquat de l'état d'avancement de chacune des actions ou orientations de la stratégie.

Or, il existe un document détenu par le Secrétariat aux affaires maritimes intitulé « Stratégie maritime – Porteurs principaux et suivi qualitatif des actions » qui fait le suivi de chacune des actions et orientations.

Malheureusement, en réponse aux renseignements particuliers demandés par le deuxième groupe d'opposition dans le cadre de l'étude des crédits budgétaires 2016-2017, le Secrétariat a refusé de nous fournir une copie de ce document.

Pourtant, plusieurs ministères et organismes nous ont de leur côté fournis une partie de ce document, pour les orientations dont ils assurent le suivi. C'est notamment le cas du ministère du Travail, du Développement durable et de l'Environnement, de même que de la Société des traversiers.

Pourquoi le Secrétariat aux affaires maritimes refuse-t-il de faire preuve de la même transparence? Comment le ministre explique-t-il que le secrétariat qu'il dirige ne nous donne pas accès à une information que d'autres organismes publics n'ont pas hésité à nous communiquer? Est-ce que le ministre peut faire preuve de transparence et déposer la copie la plus à jour de ce document?

## Partie 6

### **PRÉAVIS**

#### **I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

#### **II. NOUVEAUX PRÉAVIS**